



JOURNEE D'ACTION INTERPROFESSIONNELLE UNITAIRE

mardi 26 mai 2009

Prise de parole unitaire à Paray-le-Monial

Jamais depuis 1929, nous n'avons connu une crise d'une telle ampleur : crise mondiale, crise financière, économique et sociale.

Avec cette crise, on assiste à un effondrement de la production, une envolée du chômage. Et cela devrait durer au moins jusqu'en 2011, si l'on en croit les prévisions économiques les plus récentes. Partout la crise sévit, porteuse de son lot de drames humains pour des milliers de salarié(e)s et de familles entières qui voient brutalement le chômage et ses conséquences détruire leurs conditions de vie. **Avec une telle crise beaucoup perdent leurs repères.**

Les principes les plus libéraux vacillent, notamment la croyance en un marché tout puissant, infailible, capable de tout régler. Dans une économie mondialisée et globalisée, il fallait, nous disait-on, privatiser, déréguler, libéraliser et flexibiliser à outrance le marché du travail.

Les organisations syndicales ont toujours combattu ce schéma.

Nous avons toujours alerté sur les risques d'une telle politique... aujourd'hui, les faits nous donnent raison.

Nous voulons une politique autour de l'emploi stable, avec un bon système de protection sociale et des services publics.

C'est ce message clair que doivent entendre le Medef et le gouvernement. Nous exigeons un changement de cap sur les emplois publics et la réforme de l'Etat.

Pour faire face à la crise, **on ne peut** continuer à supprimer des postes de fonctionnaires et à affaiblir ainsi les services publics, l'école, l'université, l'hôpital... sont au cœur de notre mobilisation de ce jour. La confirmation de la suppression de 32 000 à 35 000 postes de fonctionnaires dans le budget 2010 est inacceptable

Tous les jours, ce sont des annonces de suppressions d'emplois, de nouveaux chômeurs, des baisses de salaires, du chômage partiel.

La vague des plans sociaux enfile de jours en jours. Nous sommes conscients que cette crise n'est pas à son terme et que les mois à venir seront à l'image de ce que nous connaissons actuellement.

Face à cette situation, les organisations syndicales ont pris leur responsabilité dans le cadre de l'intersyndicale nationale.

Depuis le 29 janvier, la forte mobilisation a été un atout majeur dans la négociation entre les organisations syndicales et le gouvernement, ce qui a conduit notamment à :

- la création du fond d'investissement social pour faire face à la crise et renforcer les compétences des salariés par la formation professionnelle
- une prime de 500 € pour les chômeurs sans droit,
- une réduction d'impôt pour six millions de foyers,
- une indemnisation du chômage partiel revalorisée, ...

Ceci est un début, nous devons donc garder la main et préserver l'unité d'action syndicale qui fait notre force.

Chaque citoyen doit contribuer à faire porter les revendications communes afin de les faire aboutir.

Aujourd'hui en Saône-et-Loire, chacun prend sa partie dans son secteur : salariés d' EDF-GDF de Chalon sur Saône, cheminots, hospitaliers, enseignants, ouvriers de chez Michelin, FTP Iveco, Manitovoc, Allia, Gardy, Freudenberg, Pinguely-Haulotte, et tous les autres, vous le savez : « Des centaines voire des milliers d'emplois sont en jeu. Certains experts estiment qu'un sixième de l'industrie française aura disparu dans un an. Le chômage grimpe à une vitesse vertigineuse (3000 demandeurs par jour en France). Difficile, dans ce climat, de gérer les réactions de colère, de désespoir qui peuvent conduire à toute forme d'expression sociale.

Que dire d'un gouvernement qui prend le temps (il en a à perdre?) de concocter une loi sur le travail du dimanche alors que des milliers de salariés perdent chaque jour leur emploi ?

Nous attendons de nos interlocuteurs politiques et patronaux de réellement tenir compte de nos propositions pour passer ce cap qu'est la crise.

Ce que nous voulons, c'est que le gouvernement et le patronat mettent en place les mesures et les outils adéquats pour répondre à des exigences claires :

- Une meilleure indemnisation du chômage (tous les chômeurs doivent être indemnisés jusqu'à leur reclassement),
- Le renfort des compétences par la formation,
- La fin des exonérations pour les heures supplémentaires (qui sont un frein à l'embauche),
- La suspension du bouclier fiscal,
- Le contrôle des aides publiques aux entreprises,
- Une aide aux jeunes sans emploi,

- **Un soutien au pouvoir d'achat,**
- **La fin des suppressions des emplois publics.**

Nous exigeons un changement de cap chez les grands patrons qui continuent à se verser bonus et parachutes dorés équivalant à plusieurs centaines d'années de SMIC. Ceci est encore plus insupportable avec la crise qui paupérise des milliers de salariés et leur famille.

Faire jouer les solidarités avec celles et ceux, salariés, chômeurs, retraités qui sont les victimes de cette crise, voilà ce que nous défendons dans l'action aujourd'hui.

Les organisations syndicales ont d'ores et déjà décidé de poursuivre le mouvement en organisant un nouveau rendez-vous national de manifestations interprofessionnelles par département le samedi 13 juin prochain. Avant cela, elles auront rencontré le MEDEF en vue de l'organisation d'un calendrier social de négociation, même si celui-ci n'a montré ce jour aucun signe encourageant une négociation sur les sujets au cœur de la crise : emploi, redistribution des richesses, rémunération des dirigeants, pouvoir des actionnaires.

Les organisations syndicales départementales se retrouveront quant à elles, vendredi 29 mai à 18h pour préparer cette nouvelle échéance du 13 juin.

Une coordination internationale des politiques économiques et sociales (notamment une coordination européenne), ainsi qu'une régulation mondiale du capitalisme sont des éléments de réponses incontournables aux difficultés actuelles.

Les conséquences de cette crise sont multiples et néfastes, mais nous n'en n'avons pas encore vu tous les ravages. Les mois qui viennent ne nous feront pas abandonner ce combat et nous restons, et resterons à la fois vigilants et offensifs en comptant sur l'unité et la mobilisation.

Ensemble, préservons ce rapport de force pour qu'enfin nous soyons entendus.

Ensemble, faisons valoir ces revendications légitimes qui correspondent à ce que chacun est en droit d'attendre.

Ensemble, faisons en sorte que toutes ces manifestations soient historiques parce que porteuses de solidarité, de justice sociale, de droit à vivre dignement.